

**PRÉFECTURE
DE LA GIRONDE**

BORDEAUX, le

4 DIVISION

2 BUREAU

Rappeler la Référence ci-dessus

LE PREFET DE LA GIRONDE, Inspecteur Général de l'Administration en Mission Extraordinaire pour la IVème Région Militaire, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret n° 54-766 du 26 juillet 1954 portant codification des textes législatifs concernant l'urbanisme et l'habitation,

Vu le décret du 23 juin 1956 portant révision dudit Code,

Vu le décret n° 58-1466 du 31 Décembre 1958 relatif aux lotissements,

Vu le décret n° 58-898 du 28 juillet 1959,

Vu le projet déposé par les Consorts DEMON en vue du lotissement de la propriété appartenant dite "Parc de Mérignac" et sise sur le territoire de la commune de MERIGNAC,

Vu le dossier technique présenté,

Vu l'avis de M. le Maire de Mérignac du 2 Avril 1960,

Vu l'avis de M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de l'Agglomération bordelaise du 29 Avril 1960,

Vu les avis de M. l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées (Service Ordinaire et Service Hydraulique) en date des 8 et 22 Juin 1960,

Vu les avis de M. l'Inspecteur d'Académie des 19 Mai et 23 Août 1960,

Vu l'avis de M. le Directeur des Services départementaux du Ministère de la Construction du 6 Juillet 1960,

Vu l'engagement souscrit le 30 Août 1960 par les consorts DEMON de céder à la commune de MERIGNAC 9 ha de terrains pour les constructions scolaires et 20 ha 86 pour le parc public,

Vu les dossier mis au point,

Vu les avis définitifs de :

- M. le Président du S.I.A.S.A.B. du 9 septembre 1960
- M. le Directeur des services départementaux du Ministère de la Construction du 14 septembre 1960

./...

A R R E T E :

Article 1er- Est approuvé, conformément au dossier technique déposé, le projet de lotissement de la propriété dite "Parc de Mérignac", sise sur le territoire de la commune de MERIGNAC et appartenant au consorts DEMON

Article 2 - La vente des lots ne sera autorisée qu'après exécution des travaux prévus au programme d'aménagement du lotissement

Article 3 - Le présent arrêté deviendra caduc si les aménagements ne sont pas commencés dans un délai de deux ans.

Article 4 - Lors de la présentation du dossier du groupe d'habitations prévu sur ce lotissement, la Société constructrice sera dispensée des formalités de demande d'accord préalable.

Article 5 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- aux Consorts DEMON
- M. le Directeur des services départementaux du Ministère de la Construction
- M. le Maire de MERIGNAC

Fait à Bordeaux, le 22 SEPT 1960

LE PREFET,
Par LE PREFET
Le Secrétaire Général.

Signé : Jean REILLER

POUR AMPLIATION :

L'Attaché Chef de Bureau Délégué,

